

Les choses en arrivèrent à ce point que sa situation devint intolérable. Je ne sais pas s'il avait un seul partisan dans tout Madagascar, parmi les colons et parmi les officiers. Il avait fait l'unanimité contre lui, et c'est tout juste s'il put trouver quelques convives le 14 juillet pour représenter la colonie française.

En même temps, par sa faute, par son aveuglement, par son incurie, la révolte, inspirée de haut et soutenue par ceux-là même en qui il avait placé sa confiance, gagnait toute l'Imerina. La route de Tamatave était coupée et des coups de fusil étaient tirés à 2 kilomètres de la capitale.

Un peu plus, et nous perdions Madagascar.

C'est alors que l'opinion publique en France parla plus haut que les dépêches et les affirmations officielles. La presse tout entière réclama le rappel de M. Laroche, et le ministre des colonies, M. André Lebon, un coreligionnaire cependant, dut le remplacer. Il eut la main heureuse dans le choix de son successeur ; mais, avant de poursuivre ce récit, je vous demande de préciser un fait.

On a accusé—et cette accusation est venue de très haut—la Mission catholique d'avoir inspiré la campagne de presse faite en France contre M. Laroche et son esprit de prosélytisme. Je donne à cette accusation le plus formel démenti. S'il y avait eu campagne de presse inspirée par la Mission, n'étais-je pas placé on ne peut mieux pour le savoir ? Or, je puis affirmer que dans cette circonstance, la Mission catholique ne s'est nullement départie de sa très grande, certains diraient de sa *trop grande*, réserve. Mais quand chaque courrier apporte les nouvelles les plus navrantes, quand les fautes se multiplient et que des centaines d'officiers et de colons écrivent à leurs familles et à leurs amis, quand on heurte les sentiments de toute une population et qu'on compromet les intérêts du commerce et de l'industrie, quand un crime va se commettre qui nous fera perdre des résultats si chèrement acquis, c'est-à-dire la possession même de l'île de Madagascar, les journaux parlent tout seuls et vous n'avez pas besoin d'un inspirateur pour expliquer l'unanimité de leurs réclamations.

Tout change avec le général Gallieni.

Avec son expérience des choses coloniales, avec son incontestable intelligence, avec sa droiture d'esprit et son indépendance absolue—le général Gallieni ne paraît avoir aucune conviction religieuse—il a vite fait d'apprécier la situation inquiétante de notre récente conquête et les mesures se succèdent coup sur coup contre les fauteurs de désordre, contre les instigateurs de la révolte, contre la Reine elle-même. Il est le maître et il veut être reconnu comme tel ; il veut la pacification, il veut l'ordre, il veut la mise en valeur du pays.

Sur la question religieuse, sa politique est très claire : liberté pour tous, mais à condition de ne point combattre les intérêts de la France, de ne point lui créer de difficultés, d'accepter son autorité et d'obéir à ses lois.

La Mission catholique fut heureuse de ce changement, et aussitôt ses œuvres, ses écoles en particulier, se multiplièrent avec une rapidité qui justifie pleinement le tableau que je vous

faisai
à Ma

A
avait
Imeri
31,0

P
lique
res su
cette
l'Imer

Poste
Eglise
—

Chape

—
Catho
Caté
Maître
Maître
Elèves

—
Elèves

Lépro
Ecoles

Ce
tions.
car qu
aviser
vant a
protes

Il
protest
point l
l'ensen
taire p
second
trahir
à sa tē
blemen
univers
dames
centre

Sa
nous fa
le port